

Révolution Sociale



Septembre 2020



Face à la violence sociale et à l'urgence sanitaire, unité et détermination du monde du travail !

Aux Etats-Unis, la violence et le racisme d'Etat se déchaînent contre la population noire, avec les encouragements de Trump. Alors que les miliciens d'extrême droite paradedent dans les rues impunément, les militants antiracistes et antifascistes sont pourchassés, violentés et même pour certains abattus sans sommation par la police. En France, c'est le racisme le plus crasseux qui s'exprime sans fard dans certains médias ou sur les réseaux sociaux contre des militantes de gauche ou des syndicalistes, comme Danièle Obono ou Anasse Kazib. Et la lumière sur les assassinats et les violences commis par la police est toujours aussi difficile à faire émerger, comme en témoigne le combat de la famille d'Adama Traoré. Certains journalistes parviennent malgré tout à en faire connaître un pan, mais il faut pour cela carrément infiltrer pendant plusieurs mois les rangs de la police... Et cela n'empêche bien évidemment pas Marine Le Pen de galvaniser ses troupes ce week-end à Fréjus en prêchant la haine et la division entre les exploités ! La crise du capitalisme, majeure, et dont on commence à peine à mesurer les effets sociaux constitue un terreau fertile pour toutes les idées racistes et l'extrême droite, qu'elle soit déjà au pouvoir ou bien qu'elle y prétende. C'est dans l'unité de notre camp social, partout sur la planète que nous pourrons y répondre. Se battre contre les violences policières, contre le racisme, contre les méfaits du capitalisme ne peut se dissocier.

Relance Castex : des milliards pour le patronat...

Alors que la crise sanitaire liée au Covid-19 semble s'aggraver de nouveau, et qu'aucun plan d'urgence n'a été mis en place dans la santé pour faire face à l'afflux de malades depuis plus de six mois, la seule réponse du gouvernement réside dans l'obligation du port du masque, la culpabilisation individuelle et la répression à l'emporte-pièces à la moindre occasion. Par contre, en bonne logique capitaliste, le plan de relance Macron - Castex place l'intérêt des entreprises et des actionnaires au-dessus de tout. D'où, à nouveau, des milliards en moins de cotisations sociales (pour baisser encore le coût du travail) et d'impôts pour elles. Sans exiger d'elles la moindre contrepartie en matière d'emploi. Objectif : doper la compétitivité et les profits. Ils nous racontent, une fois de plus, que cela stimulera l'investissement, donc la croissance, donc l'emploi. Au final, les actionnaires vont se gaver, mais les licenciements vont continuer de tomber, et les classes populaires de trinquer.

... et pour les classes populaires la facture

Le chantage à l'emploi leur permettra en plus d'imposer de nouveaux sacrifices aux salarié.es et d'obtenir de nouvelles aides de l'Etat. Par ailleurs, les milliards de la relance - qui vont profiter essentiellement aux capitalistes - sont des milliards empruntés. Dans l'avenir, ils nous diront donc à nouveau qu'il faut diminuer la dette, et par conséquent diminuer les dépenses sociales. Et c'est avec nos impôts, comme toujours, qu'ils voudront nous faire payer les intérêts de ces emprunts. Même les plus pauvres, par la TVA sur leurs achats de tous les jours, seront mis à contribution.

La seule relance qui compte : celle de la mobilisation

Assez de profits sur notre santé : expropriation et mise sous contrôle social des laboratoires pharmaceutiques ; remboursement à 100% des soins par la Sécurité et gratuité des masques. Assez de misère et de précarité. Pour les salaires, pensions et allocations : exigeons 300€, comme les personnels hospitaliers. Interdiction des licenciements et suppressions d'emplois. Partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire jusqu'à abolition du chômage et de la précarité. Droit à un logement décent et services publics de qualité pour tous.

Evidemment, « ils » ne voudront jamais. D'où la nécessité d'engager un vrai bras de fer. Mais pour cela, il faudra rompre avec la stratégie perdante des journées d'action à répétition des années précédentes, et s'engager dans la construction d'une mobilisation sociale générale avec la volonté de gagner. Portons nombreuses et nombreux ces perspectives dans les prochaines grèves et mobilisations, en particulier à l'occasion de la journée de manifestations des Gilets Jaunes du 12 septembre et de grève interpro du jeudi 17 septembre.

Qui sommes nous ?

Éducatrices et éducateurs spécialisé-e-s, assistant-e-s de service social dans diverses structures, nos métiers et nos pratiques professionnelles sont au cœur des contradictions du système capitaliste. En première ligne face à l'exclusion, aux inégalités, au racisme, à la violence sociale, nous constatons bien que nos interventions sont souvent une goutte d'eau dans un raz-de-marée de destruction des droits sociaux et de creusement des inégalités.

Comment accompagner ? Comment parler d'insertion quand le chômage atteint les 6 millions, que le nombre de mal-logé-e-s ne cesse d'augmenter ? Comment parler de protection de l'enfance quand l'État stigmatise une partie de la jeunesse ? Réformes des diplômes, fin de la convention collective 66, disparition progressive des contrats jeunes majeurs et des services de prévention spécialisée, investissements à impact social : notre secteur s'adapte à la société pour mieux l'accompagner. Nous condamnons et combattons cette évolution : au contrôle social, nous opposons la solidarité et l'émancipation !

Nous sommes anticapitalistes et révolutionnaires car nous considérons que le capitalisme est fondamentalement responsable de l'ensemble des maux de notre société, et qu'il n'est pas réformable.

Nous militons pour une société sans exploitation et sans oppression, où la majorité de la population prendra les décisions dans les entreprises, les écoles ou les quartiers.

Pour la construire, il faut nous rassembler, échanger, lutter tous et toutes ensemble : professionnel-le-s, étudiant-e-s et personnes accompagnées, il ne faut compter que sur nos propres forces !

C'est pour discuter de tout cela, proposer de débattre et d'agir que nous publions ce bulletin, écrit par des militant-e-s du 75, du 91, du 92, du 38 et du 57. N'hésitez pas : prenez contact avec le NPA et ses militant-e-s !

travailsocial.npa92@protonmail.com

Les 5èmes rencontres nationales du travail social en lutte approchent !

L'année qui vient de s'écouler a été très intense, très riche en luttes, mais aussi très grave en termes d'attaques contre notre camp social. L'économie ultra libérale atteint un niveau d'inégalités sociales sans précédent, les capitalistes continuant à dégainer des mesures visant à s'enrichir tout en appauvrissant la majorité de la population.

Après la réforme des retraites qui a fait sortir les masses dans la rue et débouché sur une grève illimitée sans précédent, la pandémie du coronavirus a gagné l'Europe, en faisant taire au passage la légende plaçant le système de santé français comme l'un des meilleurs au monde, et en permettant une politique encore plus austéritaire et répressive.

Dans le secteur social et médico-social, pendant toute cette période agitée, les liens créés et entretenus au niveau national depuis quelques années entre militant.es, collègues, syndiqué.es ou non, membres de collectifs et d'AG de lutte, ont montré par une volonté de construire ensemble, leur utilité et la nécessité de consolider les liens et de les élargir. Ainsi les 4èmes rencontres nationales de mars 2020 qui ont été réadaptées en réunions téléphoniques, ont regroupé jusqu'à 70 personnes au même moment et 20 départements. (Isère, Ile et vilaine, Nord, Bouches du Rhône, Paris, Gironde, Gard, Puy de Dôme, etc.). De nouveaux collectifs de lutte ont également émergé dans certains départements ainsi que des premiers liens au-delà de nos frontières, avec la participation d'un collectif belge.

Ces rencontres n'ont pas uniquement permis de dresser un état des lieux des diverses situations rencontrées pendant le confinement. Elles ont servi d'appui pour continuer un travail de construction pour unifier et coordonner les mobilisations (luttes, grèves...etc.) dans le secteur tant chez les professionnel.les que les étudiant.es. Ainsi, quelques syndicats se sont engagés dans cette perspective, permettant des avancées sur des thèmes déjà abordés comme la plateforme revendicative, et la caisse de grève nationale du secteur. Elles ont aussi permis de lancer l'organisation collective des prochaines rencontres nationales du travail social en lutte qui auront lieu le week-end du 3 et 4 octobre à Paris (lieu à confirmer).

Ces 5èmes rencontres auront donc pour objectif de poursuivre le travail effectué pendant toute la période de confinement. Ce sera l'occasion de se rencontrer physiquement avec les participant.es et les nouveaux collectifs de lutte, de poursuivre l'objectif de revendications communes, d'une caisse de grève nationale du secteur. Mais il sera question aussi de relancer avec les syndicats et collectifs, l'impulsion d'un mouvement d'ampleur dans le secteur à la hauteur des attaques et de la colère qu'elles suscitent sur le terrain. Il est également prévu de poursuivre les liens avec les autres secteurs, notamment lors d'un meeting interprofessionnel, comme cela a été fait pendant la grève contre la réforme des retraites, l'hiver dernier, et avec la participation du travail social en lutte aux coordinations nationales interpro.

La construction de la lutte du secteur social et médico-social s'inscrit toujours dans une dynamique intéressante, permettant à une petite échelle pour le moment, d'expérimenter un travail de cohésion sur le plan des luttes locales, comme l'organisation d'assemblées générales de rentrée simultanées dans plusieurs départements par exemple, dans une perspective d'élargissement à l'échelle nationale. Ce constat permet donc de continuer à participer à l'impulsion d'initiatives visant à regrouper les forces militantes du secteur.

Tout cela, dans un objectif plus global d'un travail social émancipateur... en attendant la révolution socialiste par la grève générale !



Le burn-out ou la lutte : *Témoignage de terrain. en direct de Belgique*

Je m'appelle Léon, je suis éducateur dans le secteur de la grande précarité en Belgique. Je travaille actuellement dans une maison d'accueil pour hommes sans-abri mais j'ai surtout exercé dans des abris de nuits, essentiellement dans le cadre de contrats « Grand Froid » (un saisonnier du social en somme). Ça fait plus ou moins 4 ans que j'ai quitté les bancs de l'école et 3 ans que je travaille dans le secteur. Je n'ai fait qu'enchaîner les contrats précaires et au fil du temps, j'ai compris la nécessité, en tant que travailleur, de mener une lutte en rupture avec une conception néolibérale du travail social.

Cette évidence m'est apparue le plus violemment lorsque j'ai commencé à travailler dans le secteur du sans-abrisme. Tout d'abord, j'ai pu y voir la réalité de travailleurs sociaux dépassés par l'explosion du nombre de personnes à la rue et mal-logées mais aussi par l'arrivée massive de profils qui étaient avant beaucoup plus minoritaires (jeunes en ruptures, doubles diagnostiques, etc). Pour donner une idée, on estime que le nombre de sdf a quadruplé en dix ans sur la commune où je travaille (et encore les sans-papiers ne sont pas comptés) tandis que les nombres d'institutions et de travailleurs n'ont pas sensiblement évolué.

Je me suis retrouvé à devoir décider qui devait ou non entrer en priorité dans un abri qui ne pouvait héberger qu'une trentaine de personnes, tandis qu'une cinquantaine demandaient l'hébergement. Je me suis retrouvé à refuser l'accès à l'abri à des personnes fragiles alors que les températures se rapprochaient du négatif. Je me suis retrouvé aussi avec mes collègues à devoir arrêter le suivi de personnes en état de souffrance psychique car notre structure n'était pas adaptée et qu'elles représentaient une surcharge de travail. En bref, je me suis simplement rendu compte que les abris de nuits (et les structures pour les personnes sdf en général) étaient celles qui caractérisaient le mieux la violence sociale et l'exclusion que subissent des personnes jugées comme « inadaptées » dans une société pourrie jusqu'à l'os. J'ai aussi compris que le travailleur social, dans tout ça, se retrouve à devoir jongler avec des réalités qui dépassent clairement le cadre de son travail et que s'il veut retrouver du pouvoir d'agir, il allait devoir l'arracher.

Un jour, j'ai compris que ce serait le burn-out ou la lutte, l'acceptation d'une réalité sociale immonde et insoutenable ou l'espérance que le travail social redevienne véritablement social. Alors j'ai choisi, comme pas mal de collègues de dire que non, nous refusons d'être des outils au service d'un système qui broie des vies et nous sous-payé pour éviter que les plus pauvres se mettent à gueuler et à réclamer plus de justice sociale et une vie décente. Là-dessus, pour moi, les camarades français ont été un exemple et j'espère qu'on pourra mener ensemble la lutte qui réconciliera le mot travail et le mot social !

13 septembre : *un bloc travail social dans la grande manifestation de la santé en Belgique !*

Regrouper nos forces et faire converger nos luttes au delà des frontières : la manif santé belge du 13 septembre en est une 1ère occasion concrète !

Comme en France, le système de santé belge, éprouvé par longues années d'austérité budgétaire et par l'introduction de logique libérales destructrices, a atteint ses limites pendant la première vague de l'épidémie COVID 19. Et comme en France, aucune mesure n'est prise pour inverser la tendance, bien au contraire. Face à cela, c'est à la base que les professionnel.les du soin et de l'accompagnement s'organisent autour du slogan « aujourd'hui je me révolte, demain je manifeste ! » et appellent à une première grande manifestation, à l'initiative du collectif La Santé en Lutte. Des départs collectifs sont organisés de toute la Belgique, et des soutiens prévoient de les rejoindre, par delà les frontières : c'est le cas du collectif inter-urgence, des camarades de Lille, ou encore de la commission de mobilisation Travail Social IDF, qui, forte de ses liens avec le tout nouveau collectif Travail Social en Lutte Belgique, organise un départ de Paris. Le collectif belge appelle à former un bloc travail social dans cette manifestation, dont nous partageons les objectifs : se mobiliser en solidarité de leurs collègues de la santé et dans une optique de convergence. Soyons nombreux derrière la banderole de la commob IDF : « Santé-Social : De Paris à Bruxelles, nos luttes n'ont pas de frontières ! ».



Breves



Il n'y aura pas eu de trêve estivale dans le social et médico-social !

Pour l'obtention de la prime Covid 19, contre les réorganisations ou encore un management défaillant, le secteur reste mobilisé, avec pas moins de 8 journées de grève recensées pour le seul mois de juillet. Deux victoires significatives :

- Fin juin, une quarantaine de salarié.es de l'ITEP Château sage à Toulouse ont entamé une grève pour dénoncer les conditions de travail depuis le confinement (changement de leurs congés et d'horaires d'un jour sur l'autre, de missions, réorganisation de service, montant de la prime Covid...). Après 4 jours de grève reconductible, ils ont obtenu gain de cause sur l'ensemble des revendications ainsi que le paiement de 3 jours de grève !

- En Haute Vienne, nos camarades du collectif « adopteunjeune.com » et des syndicats FSU et CGT 87 ont obtenu une belle victoire après 6 ans de lutte. En 2014, le Conseil Départemental avait mis à la rue des dizaines de jeunes à leur 18 ans, sans ressources ni soutien, au prétexte qu'ils n'avaient pas été pris en charge par l'ASE assez longtemps. Des représentant.es du personnel menacé.es, un collègue victime de licenciement, 18 autres sanctionné.es... pour s'être mobilisé.es et avoir accompagné devant le CD un de ces jeunes ! Après des années de lutte, la justice a annulé les sanctions et réintégré François Jacob en 2019. L'arrêt du Conseil d'État du 15 juillet est une nouvelle victoire pour l'ensemble de la jeunesse : aucun département ne peut refuser d'aide à des jeunes majeur.es au motif d'une « ancienneté » insuffisante à l'ASE.

Ces victoires reposent sur une mobilisation collective, combative et tenace de la part de syndicats et d'associations. Elles doivent donner confiance à l'ensemble des collègues pour lutter pour nos conditions de travail et d'accompagnement !

Fichage des enfants : l'État s'acharne dans sa logique de soupçon !

Tout juste sorti du confinement et alors que la crise sanitaire a impacté fortement les mineur.es isolé.es, le gouvernement reprend son offensive raciste. Après la circulaire Collomb en 2017, la loi Asile et immigration de 2018 permet l'échange d'informations nominatives entre le 115/SIAO et l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) sur les demandeur.es d'asile et les réfugié.es orienté.es vers l'hébergement d'urgence. Le principe d'inconditionnalité et de continuité de l'accueil de toute personne en situation de détresse indépendamment de leur statut administratif est mis à mal : ces textes visent à opérer un « tri » des bénéficiaires de l'hébergement d'urgence. Cette même loi autorise depuis le décret du 30 janvier 2019 le fichage des mineur.es isolé.es et permet aux départements d'associer les préfetures à la détermination de leur minorité. Une décision même provisoire de non-admission à l'Aide Sociale à l'Enfance peut générer une expulsion.

Ce dispositif discriminatoire accentue la confusion dans le rôle réel de protection de l'enfance des départements, dont un tiers refuse (pour des motifs divers) d'appliquer ce dispositif. Le gouvernement décide alors de frapper au porte-monnaie : le décret du 23 juin 2020 autorise l'État à réduire sa contribution financière à ceux qui refusent de faire intervenir les préfetures dans le processus d'évaluation des enfants. Un véritable acharnement pour imposer sa logique de contrôle et de soupçon. Refusons fermement ces dérives réactionnaires, et toutes les pratiques de délation et de fichage qu'on tente de nous imposer ! Nous appelons à l'abrogation de ce décret et de toutes les lois racistes, à la fermeture des CRA, et à lutter pour obtenir des moyens supplémentaires pour protéger et accueillir dignement l'ensemble des jeunes, sans discrimination.

17 septembre. la date de grève interpro de rentrée qui ne doit pas restée isolée

D'années en années, notre camp social est de plus en plus lourdement attaqué par des malfrats en costard qui pensent au passage nous dérober la force de nous unir et de lutter : loi travail, réforme des retraites, de l'assurance chômage, de la fonction publique, usage répété du 49.3... pour ne parler que des attaques intersectorielles depuis 2016. Une crise sanitaire et un confinement plus tard, la prise de conscience est générale : ce monde ne tourne pas sans nous ! Petites mains de tous les secteurs, dans le social comme ailleurs, notre quotidien c'est le mépris de nos patrons et de nos financeurs. Le 17 septembre sera une journée de lutte, nationale et interprofessionnelle. Mais ce sera surtout l'occasion de nous retrouver, de nous organiser pour donner des perspectives à cette journée de mobilisation et enfin la mener, la lutte des classes !